

# Accorder le droit de vote aux étrangers : le PS est très isolé

## ÉLECTIONS Theo Francken ferme la porte, seul Ecolo suit les socialistes

► Le secrétaire d'Etat N-VA critique le double jeu des socialistes.

► Personne dans la majorité fédérale ne veut de l'extension du droit de vote.

► Pas même les socialistes flamands.

**L**e débat sur le droit de vote des étrangers aux régionales, proposé par le député bruxellois Philippe Close (PS) vendredi dans *Le Soir* a pris une nouvelle ampleur, mardi, avec l'intervention dans le débat de Theo Francken, secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et la Migration.

Sur son blog, il exprime un refus sans concession, accusant même le PS de jouer un double jeu. « Vous devez savoir que le PS fait barrage depuis de nombreuses années au droit de vote des Belges de l'étranger aux régionales (cela ferait trop d'électeurs MR en plus), poursuit Theo Francken. Ils veulent donc donner le droit de vote aux étrangers pour les parlements des entités fédérées, mais ils le refusent à nos propres nationaux à l'étranger. Bref, le PS donne le droit de vote à un étranger qui vit depuis 5 ans à Bruxelles, mais un Belge qui a vécu toute sa vie à Bruxelles et part

travailler deux ans à l'étranger, celui-là n'aura pas le droit de vote dans la conception du PS. »

Et Francken de conclure : « Comment exprimer cela dans un slogan ? Quelque chose comme : "Les étrangers d'abord, les Belges ensuite ?" »

C'est donc non à la N-VA, non au MR. Non au CD&V, aussi. « Pour nous, hors les élections communales, le meilleur moyen d'obtenir le droit de vote reste la nationalité, à laquelle le droit de vote est attaché. » Pas de soutien au VLD non plus, où l'on estime que c'est un débat purement bruxellois.

### « Pas de débats symboliques »

Pas de soutien franc non plus du côté de l'opposition, y compris du parti frère, le SPA, qui dit « niet ». Défi refuse de rentrer dans ce que le président Olivier Maingain appelle « l'affrontement PS-MR, qui s'échangent des symboles : droit de vote des étrangers contre parcours d'intégration obligatoire ». Pour lui, la priorité est ailleurs : « Le débat essentiel, c'est celui de la citoyenneté et du respect des valeurs de l'Etat de droit, donc de la laïcité de l'Etat, clef de voûte d'une saine conception de la citoyenneté. C'est ce débat qu'il faut mener, de manière ouverte, avec les représentants des différents cultes et conceptions philosophiques (quelle

place pour la religion dans l'Etat ? quelle conception de la liberté de conscience et de religion ? quelles obligations ?...), plutôt que de se réfugier dans des débats symboliques », dont il ne voit pas « la valeur ajoutée ».

Même rejet au CDH. « A priori, nous ne sommes pas favorables à ce droit de vote, qui ne fait pas partie de notre programme, que ce soit pour les

élections régionales ou fédérales, pour les Européens ou non-Européens », explique le député fédéral Georges Dallemagne. Et il avance des arguments concrets : « L'expérience montre malheureusement que le droit de vote n'a pas renforcé l'intégration. Pour obtenir le droit de vote en Belgique, il faut montrer un intérêt via l'intégration et la demande de nationalité. » Par contre, il se dit « ouvert à un débat sur le droit de vote des Européens pour les élections régionales, pour autant que cela existe aussi dans d'autres pays européens, pas seulement en Belgique ». Mais « cela ne fait pas partie de nos priorités ». Une exception notoire dans ce rejet massif : Ecolo. Le parti avait lui-même déposé une proposition de loi en faveur du droit de vote des étrangers dès 2014. ■

**BERNARD DEMONTY**  
et **MARTINE DUBUISSON**

### POSITIONS OFFICIELLE ET OFFICIEUSE

#### Le MR divisé...

Vendredi, le chef de groupe MR au parlement bruxellois Vincent De Wolf se disait « ouvert au débat » sur le droit de vote des étrangers aux régionales, même si « ce n'est pas une priorité ». Mais samedi, Denis Ducarme, chef de groupe MR à la Chambre, nous contactait pour fermer la porte : « Offrir le droit de vote comme le propose le PS,

c'est le brader. (...) L'acquisition de la nationalité est la voie royale pour acquérir (...) le droit de vote. » Alors, quel est l'avis officiel du MR ? Et est-il largement partagé ? La position du MR, c'est celle de Ducarme, qui l'avait d'ailleurs validée avec le président, dit-on au parti. Validation que n'avait pas requise De Wolf, co-auteur d'une résolution visant à accorder le droit de vote aux Européens aux régionales. Mais cette position officielle n'a pas été débattue dans les

instances du parti. Ce qui fâche certains bleus. Comme ce mandataire : « On n'a pas parlé de ça au parti et cela mérite une discussion plus approfondie. Il n'y a pas unanimité au MR. » Certains libéraux nous disent d'ailleurs ne pas être opposés a priori au vote des étrangers. Mais l'idée qui revient est surtout d'octroyer le droit de vote aux Belges de l'étranger. « Ma priorité, c'est de faire voter les Wallons de l'étranger aux régionales », dit ainsi le député Jean-Luc Crucke.

MA.D.

#### ... le PS aussi

Et au PS ? Le parti est-il derrière le député bruxellois Philippe Close ? Logiquement, le boulevard de l'Empereur répond par l'affirmative, le point figurant au programme des dernières élections. Mais il y a quand même de sérieuses nuances, y compris à Bruxelles. Certains sont carrément contre l'extension du droit de vote. Et d'autres demandent qu'une différence soit faite entre ressortissants et non-ressortissants

de l'Union, pour souligner le rôle européen de Bruxelles. Et tous demandent un débat au parti, débat qui n'a, selon plusieurs mandataires, pas eu lieu. Le PS wallon est lui aussi pour un débat. Comme président des socialistes wallons, Willy Demeyer estime qu'il doit se tenir au PS wallon, mais aussi à l'échelon fédéral. Mais il s'interroge : « Je me demande si c'est le moment de venir avec ces questions-là et s'il ne faut pas que les passions retombent un peu. » Christophe Collignon, chef de groupe au Parle-

ment wallon, demande lui aussi un débat. « Et je ne me souviens pas que nous en ayons eu un au parti. » Il doute aussi qu'il y ait une majorité en Wallonie pour l'élargissement du droit de vote. Des doutes aussi sur les priorités : « Pour moi, la question de l'inclusion sociale est prioritaire. » Chez Paul Magnette, on fait valoir que la question n'est pas dans la déclaration gouvernementale wallonne (la DPR).

B.DY

# SP.A Les « Bisounours » choisissent la musculation

Quelle mouche a piqué le président des socialistes flamands ? La sortie de John Crombez dans le *Standaard* a jeté un froid polaire dans ses rangs. Sa formation venait d'essuyer les critiques de Theo Francken, le secrétaire d'Etat N-VA qui accusait les partis de gauche d'avoir mené une politique de migration trop laxiste. Une politique qui aurait fait prospérer le racisme, par absence de gestion de l'immigration. Socialistes et écologistes avaient, offusqués, renvoyé la balle à l'expéditeur. John Crombez, aujourd'hui, rétropédale dans un troublant *mea culpa*. « *Il ne faut pas se le cacher. Nous avons été souvent trop soft sur ce terrain.* » Le chef du parti socialiste flamand bande ses muscles : « *Le parti doit oser se montrer dur dans la lutte contre le terrorisme : de nombreuses personnes en ont marre de la manière dont certains jeunes musulmans voudraient nous dicter leurs normes.* »

« *Oui, moi aussi, ce type de comportement me met hors de moi. Comme le comportement de certaines personnes âgées qui refusent la construction d'une crèche dans leur quartier,*

souligne Hans Bonte, le bourgmestre SP.A de Vilvorde, un des maîtres les plus concernés par le dossier. Mais ce qui trouble surtout, c'est que son président joue le jeu de ceux qui traitent les socialistes de « Bisounours » permissifs. Notamment en se flagellant pour un passé dans lequel ils ne se reconnaissent pas. Ils insistent, comme progressistes, pour que le parti, plutôt que de se battre la coulepe, s'investisse plutôt dans des solutions susceptibles de construire une société multiculturelle, en faisant reculer les inégalités et les discriminations au logement, à la culture, à

l'emploi.

« *C'est la base d'une bonne intégration. On vit les uns à côté des autres, pas ensemble,* », souligne le sénateur Bert Anciaux, l'homme qui n'avait pas craint de parler d'« apartheid » entre les autochtones et les autres.

## PS-SP.A : le grand fossé

Selon lui, son parti doit bâtir un discours et un programme articulés autour du multiculturalisme. Ce qu'on reproche encore à John Crombez : sa stigmatisation d'un petit groupe d'allochtones. Un discours dans lequel baigne la N-VA (les Berbères de De Wever, la moins-value des diasporas marocaines de Francken, etc.), le parti honni – et réciproquement – par les socialistes flamands. Pourquoi le singer ? En choisissant la ligne dure dans ce dossier sensible – électoralement, nombre des électeurs SP.A sont, sur base de ce dossier, venus grossir les rangs de la droite nationaliste ou extrême – John Crombez sème le trouble. « *Ce n'est pas un discours de droite, mais c'est très limite,* », nous confie Bert Anciaux. A la présidence, on calme le jeu : « *Un congrès a été mené sur la sécurité en décembre dernier. John n'en a pas dévié d'un pouce,* » y relativise-t-on.

Au PS, en tout cas, on réalise à quel point le petit frère flamand s'éloigne de sa vision de la migration. La proposition de Philippe Close (lire ci-dessus) d'accorder le droit de vote aux étrangers vivant depuis cinq ans à Bruxelles est écarté d'un revers de la main par le SP.A. Certains n'hésitent pas d'ailleurs à expliquer le discours plus musclé de Crombez sur l'immigration pour bien marquer sa différence avec les « Bisounours » francophones. Le fossé entre les deux partis frères ne cesse de s'élargir sur ce dossier brûlant. ■

DIRK VANOVERBEKE